



Union Interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.

130
ans d'action
en faveur des
parlementaires

+41 22 919 41 50
+41 22 919 41 60
postbox@ipu.org

Chemin du Pommier 5
Case postale 330
1218 Le Grand-Saconnex
Genève – Suisse
www.ipu.org

Discours de Mme. Gabriela Cuevas Barron, Présidente de l'Union interparlementaire

Conférence européenne des présidents de parlement

Strasbourg, 24-25 octobre 2019

C'est un honneur pour moi d'être ici aujourd'hui, de prendre part à cette importante réunion et d'aborder une question absolument cruciale, non seulement pour l'Union interparlementaire, mais pour l'humanité tout entière, à savoir le Programme 2030 de l'ONU.

En 2015, nos gouvernements ont adopté ce Programme de développement à l'Assemblée générale des Nations Unies et celui-ci est composé de 17 objectifs et 169 cibles. Il s'agit du projet le plus ambitieux de l'humanité. Ce que nous essayons de faire, c'est de voir comment nous pouvons créer une planète vraiment inclusive, un monde qui ne laisse personne de côté. Nous avons maintenant dix ans pour sauver la planète. Il y a cinq ans, ce programme semblait très difficile à réaliser ; aujourd'hui, cinq ans plus tard, nous nous rendons compte que c'est un impératif : nous devons retrousser nos manches et nous mettre au travail.

Aujourd'hui, nous pouvons beaucoup parler des engagements que nous avons pris en signant le Programme 2030 et oui, c'est tout à fait vrai, nous avons un rôle important à jouer dans le cadre de notre travail législatif. Nous devons donc non seulement adopter de nouvelles lois, mais nous assurer de réviser les lois existantes, car dans beaucoup de nos pays, nous avons de nombreuses lois qui restent discriminatoires vis-à-vis des femmes, des enfants, des immigrants, des réfugiés, et nous sommes au XXI^e siècle. Nos systèmes juridiques ne sont pas inclusifs. Au-delà de nos fonctions législatives, - vous savez, je pense que nous faisons ce qui est écrit dans le manuel d'instructions -, nous sommes des législateurs, mais nous devons aller au-delà.

Dans mon propre pays, beaucoup d'entre nous ont tendance à dire qu'il faut vraiment prendre en compte le budget, parce que si votre priorité n'est pas budgétisée, alors votre priorité n'existe tout simplement pas. C'est pourquoi il est absolument crucial que le Programme de développement durable soit intégré dans les budgets internationaux, et nous devons rester vigilants afin de nous assurer qu'il le soit.

Nous devons également veiller, au sein de nos parlements, à collaborer avec le gouvernement pour mettre en œuvre ce programme, tout en étant en mesure de demander des comptes à nos gouvernements. Nous marchons donc ensemble main dans la main, mais nous gardons à l'esprit le rôle très important que nous jouons en matière de contrôle. Nous devons également veiller à disposer d'opportunités de coopération, ainsi que d'une possibilité de demander des comptes aux gouvernements et d'exiger qu'ils agissent. Tout cela fait partie de la

mise en œuvre du Programme 2030.

Aujourd'hui, l'un des plus grands atouts de nos parlements, et de la diplomatie parlementaire, - contrairement à la diplomatie traditionnelle, où l'on n'entend que la voix des gouvernements et celle des majorités – c'est le fait que les parlements sont le lieu de rencontre des représentants à la fois des majorités et des minorités. Ainsi, les différentes tendances politiques et les différents secteurs de la société peuvent faire entendre leurs voix parce qu'ils doivent alors revenir dans leurs pays pour s'assurer que les engagements internationaux sont ensuite transformés en actions locales.

Ce que nous devons faire maintenant, c'est examiner les domaines où la mise en œuvre des ODD est la plus efficace. Nous devons unir nos efforts pour atteindre tous les objectifs du Programme 2030, car de nombreux défis nous attendent encore en Europe. Les ODD 12, 13 et 14 sont ceux qui ont trait à nos responsabilités en termes de consommation et de production durables, de changements climatiques, ainsi que de préservation de nos océans. Mais en même temps, il y a d'autres objectifs, pour lesquels nous avons de très bons indicateurs, par exemple en matière de lutte contre la pauvreté. Mais il n'y a aucune partie du monde où ces objectifs sont réellement atteints, et c'est là qu'interviennent les parlementaires.

Cela m'amène à une deuxième réflexion que je voudrais partager avec vous, à savoir que nous avons besoin d'une planète plus juste et plus inclusive, précisément parce que c'est le meilleur moyen de mettre en valeur, de renforcer et de nourrir nos démocraties.

Beaucoup d'initiatives sont prises pour que nos parlements et nos démocraties soient davantage à l'écoute des citoyens. Les sociétés connaissent des changements rapides et si nous ne changeons pas nos modèles de gouvernance, si nous ne faisons pas en sorte que les parlements deviennent des espaces dans lesquels nous écoutons vraiment ce que les gens réclament, alors il nous sera extrêmement difficile de mettre en œuvre les changements dont nous avons besoin pour notre planète.

De nos jours, les politiciens – et les parlementaires en particulier – portent une responsabilité particulière et il se peut que les gens pensent que la démocratie et les droits de la personne peuvent être tenus pour acquis, qu'ils ont été réalisés une fois pour toutes. Mais aujourd'hui, au XXI^e siècle, le fait est que la démocratie et les droits de l'homme n'ont pas été réalisés à 100 pour cent dans tous les pays et dans toutes les régions.

Nombreux sont les pays qui pensent que nous pouvons continuer à aller de l'avant avec les mêmes stratégies que celles du siècle dernier. Nous sommes confrontés à la discrimination, au nationalisme, aux politiques isolationnistes, et nous assistons à de plus en plus de critiques envers le multilatéralisme, alors que l'ONU va célébrer l'an prochain son 75^e anniversaire.

Mais nous devons essayer d'offrir un nouveau contenu à notre multilatéralisme. Nous devons nous pencher sur le niveau local, sur la qualité des représentants à un moment où nous devons expliquer ce qu'est le multilatéralisme à nos populations. Mais, en tant que parlementaires, nous avons encore beaucoup à faire et, au sein de l'Union interparlementaire, nous avons travaillé très dur, premièrement, pour faire prendre conscience de la nécessité de ce Programme et, deuxièmement, pour faire en sorte que les citoyens disposent des informations nécessaires à sa mise en œuvre au niveau national.

Permettez-moi donc d'insister sur ce point : on ne peut pas simplement parler de la planète sans penser à la façon dont on met en œuvre ces objectifs sur le terrain. Nous avons donc mené une enquête au sein de l'Union interparlementaire en demandant aux parlements nationaux comment ils participaient aux projets volontaires de leur pays. De tous les pays que nous avons interrogés, nous n'avons reçu que 89 réponses. Quarante-sept parlements participent, avec leur pays, au processus d'examen de la mise en œuvre des ODD, mais seuls 16 de ces 47 parlements y participent de manière significative. Cela signifie donc que, d'une manière générale, les parlements ne sont tout simplement pas impliqués dans le Programme de développement durable. Comment pouvons-nous changer cela ? Comment s'assurer que les parlements jouent vraiment leur rôle pour ratifier les accords internationaux mais également locaux.

Chez moi, nous disons que ce programme doit vraiment être dans le cœur des gens. Ainsi, au-delà des budgets, de nos systèmes parlementaires, de notre fonction de contrôle, il est important que nous parlions du Programme dans nos parlements. Ce n'est pas quelque chose qui peut être laissé au seul pouvoir exécutif, et je continue d'insister sur le fait que si nous continuons de tolérer la discrimination et l'inégalité, alors absolument rien ne changera dans aucun de nos pays.

Je voudrais souligner l'importance du fait que nous sommes des représentants parce que les parlements, après tout, sont un forum dans lequel nous représentons les citoyens. Nous aimons à dire que les parlements peuvent servir de forum pour toutes les voix, mais en réalité, nous laissons de côté beaucoup de gens. En fait, nous laissons de côté la majeure partie de la planète.

Tout d'abord, il y a les moins de 30 ans, qui représentent plus de la moitié de la population mondiale. Mais, si vous partez de ce chiffre, que vous tenez compte de la proportion de jeunes dans nos parlements et que vous comparez cela aux 2 pour cent qu'ils représentent à l'heure actuelle, vous constaterez que nos parlements ne représentent pas correctement l'ensemble de nos populations. Il en va de même pour les 50 pour cent que représentent les femmes, qui n'occupent que 24 pour cent des sièges parlementaires.

Donc, nous n'avons pas encore atteint notre objectif pour les femmes, ni pour les jeunes. Lorsque dans notre région, nous nous tournons vers l'Europe, nous constatons que 29,3 pour cent des parlementaires sont des femmes et que 3,9 pour cent sont des jeunes de moins de 30 ans. Nous regardons donc ces chiffres en Europe, mais si vous regardez la moyenne mondiale, vous vous rendez compte qu'il n'y a que dix pays, partout dans le monde, qui ont réellement atteint la parité entre les sexes.

Laissez-moi vous rappeler que notre planète est composée de deux sexes. Nous avons la parité sur la planète, c'est pourquoi nous devons envisager de mettre en place des quotas pour les femmes et les jeunes, car c'est la réalité et nous devons changer nos systèmes et veiller à ce que davantage de femmes puissent entrer au parlement. Nous devons également modifier la loi, car deux pays sur trois ne permettent même pas aux jeunes de moins de 30 ans de se présenter au parlement. Ils ont le droit de voter et de se marier, mais ils sont exclus de toutes sortes de décisions importantes dans leur vie. C'est pourquoi nous avons besoin d'une meilleure représentation des jeunes dans nos parlements.

Enfin, le Programme de développement durable doit être un lieu d'unité, où toutes les voix s'unissent pour interpeller les gouvernements. Nous parlons d'une représentation à tous les niveaux pour que nous puissions faire avancer le

Programme de développement durable.

En fait, quand on parle de multilatéralisme, je pense que nous voudrions tous le défendre parce qu'il traverse une crise et que ses institutions, dont celle-ci fait partie et qui réunit tant de gens autour d'une même table, sont le lieu privilégié pour le faire.

Le multilatéralisme a fait des progrès significatifs et nous avons bien sûr dû surmonter les ravages de la Première et de la Seconde Guerre mondiale, mais malgré ces progrès, nous assistons aujourd'hui à un recul considérable et nous entendons de nombreux dirigeants politiques essayer de mettre fin au multilatéralisme. L'Europe s'est très bien débrouillée par le passé dans la mise en œuvre du Programme de développement durable, et donc, oui, vous vous en sortez bien en ce qui concerne la représentation des femmes et des jeunes, et il est important de reconnaître que si vous êtes sur la bonne voie, vous ne devez permettre aucun recul.

C'est pourquoi il est absolument essentiel que nous fassions avancer les politiques de coopération, car si l'on considère la situation mondiale et la mise en œuvre du Programme de développement durable dans son ensemble – et l'Europe peut parfois être considérée comme une entité isolée qui tend à obtenir de meilleurs indicateurs que les autres régions du monde –, nous devons travailler ensemble en tant que parlementaires pour faire en sorte que ces très bons résultats puissent être reproduits sous d'autres latitudes. C'est pourquoi j'espère, sur la base de discussions aussi intéressantes entre parlementaires, que nous pourrions continuer à travailler ensemble de manière coordonnée, avec l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et avec une réelle détermination.

Je ne suis que la deuxième femme à avoir présidé l'Union interparlementaire en 130 ans, et c'est pourquoi il est si important que nous nous unissions pour tenter d'éliminer le harcèlement sexuel des femmes dans nos parlements. Les parlements sont, bien sûr, le berceau de la démocratie, et nous devons mettre un terme à toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des femmes, où qu'elles se trouvent, une fois pour toutes.

Je vous remercie pour votre attention.